

[Texte]

monde communiste, je ne crois pas que la solution soit dans les armements ou dans les blocs, que ce soit les blocs à démocratie occidentale ou le bloc soviétique. Il faudra peut-être un jour s'interroger sérieusement à savoir si le fait d'avoir maintenu, pendant si longtemps, comme partenaire le Portugal, avec un régime dictatorial, (je pense bien que c'est une chose du passé, on peut maintenant le dire ouvertement) si cela n'a pas contribué à pousser dans les bras du bloc soviétique ce pays qui, pendant plus de 40 ans a été maintenu sous un joug absolument répréhensible. Ceci est tout simplement un aparté.

J'aimerais vous demander . . .

• 2150

Le président: Votre dernière question, monsieur Lapointe.

M. Lapointe: . . . alors, ma dernière question concerne l'île de Malte. En 1972, je crois, lorsque le premier ministre travailliste, M. Mintoff, a été élu, il avait projeté, en présentant son programme électoral, de rejeter à la mer la base militaire britannique qui était utilisée dans le réseau de défense de l'Otan. Alors, où en sommes-nous à l'heure actuelle avec l'utilisation de la base de l'île de Malte?

Mr. Richardson: I could only say in reply to the first part of you statement that it is beyond the control of NATO if a country, through the ballot box or through its own choice, decides to become communist; that is one of the real difficulties of NATO. We cannot be all powerful and we cannot control the will and do not try to control the will of people in making their own judgement. But that does not mean that we should be in a position to lose in ways other than through the ballot box; that is, to be defeated or to have a military force create a way of life which is not acceptable to the majority of the NATO partners. I do not know whether the Chief of Staff can say anything more specifically about Malta but I will ask him to reply.

Le président: Général Dextraze.

Le Général Dextraze: Le ministre a tout à fait raison. Ce à quoi nous devons nous appliquer dans une circonstance semblable, et je parle du bloc de l'OTAN, nous devons nous appliquer à dénier l'usage d'une base telle que celle de Malte à l'ennemi potentiel. Mais dans un système démocratique, comme le ministre l'a dit, il faut bien se plier aux exigences. Si nous acceptons de ne pas nous plier dans d'autres cas? Alors, il faut absolument suivre le dictum qui existe si on a un respect pour la forme de gouvernement démocratique qui est, selon moi, la meilleure dans le moment.

M. Lapointe: En somme, nous utilisons toujours la base de Malte?

Le général Dextraze: Dans le moment, oui, il y a des navires britanniques qui s'en servent et je crois que cela a été une tempête qui est passée maintenant. Je ne sais pas tout de même si la base demeurera toujours à l'usage des Alliés. Je ne crois pas qu'il était dans l'intention ou qu'il est dans l'intention des Maltais de se retourner et de donner la base à l'ennemi potentiel, je ne crois pas.

[Interprétation]

solution in the balance of arms or in the comparative situation of the Soviet and western block countries. I think that one day we will have to seriously examine the question of whether our maintaining Portugal as a partner for such a long time, even though its government was a distastefulship, may not have had some effect in pushing that country into the arms of the Soviet block. This is just a personal observation on the subject.

I would like to ask you . . .

The Chairman: Your last question, Mr. Lapointe.

Mr. Lapointe: My last question then concerns the Island of Malta. In 1972, when Mr. Mintoff was elected Labour Prime Minister, one of the planks of his platform was the phasing out of the British military base, used as part of the NATO defence network. What is the present situation with regard to the use of this base in Malta?

M. Richardson: Pour répondre à votre première observation, je voudrais simplement faire remarquer que l'OTAN ne peut pas empêcher un pays de devenir communiste si cette décision est le résultat d'élection. C'est une de ses difficultés. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas restreindre l'exercice du droit de choisir dans ce domaine. Mais cela ne veut pas dire que nous devrions nous exposer à une éventuelle défaite militaire ou une prise de pouvoir par la force des armes. Je demanderais au chef de l'État-major de répondre à votre question concernant l'île de Malte, s'il le peut.

The Chairman: General Dextraze.

Gen Dextraze: The Minister is quite right. What we should try to do in such circumstances, and I am talking about the whole of NATO, is to make sure that a base such as that in Malta not be transferred into the hands of a potential enemy. But in a democratic system, as the Minister pointed out, we are obliged to respect the wishes of the people. If we chose not to do so in one case, what should prevent us from acting otherwise in other cases? Therefore, we have no choice but to go along with this decision if we are to respect the requirements of democratic government, which, in my opinion, is the best type in existence at the present time.

Mr. Lapointe: In fact, we are still using the base in Malta.

Gen Dextraze: I believe that there are still British ships using it, and I think the controversy has somewhat abated. I do not know whether this base will continue to be made available to the alliance. But I do not think that it was ever the intention of the inhabitants of Malta to hand this base over to potential enemies.